

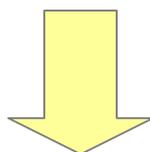
**L'Economie en Terminales
Sciences médico-sociales**

Lexique

Lexique de 150 mots-clés

<p>A</p> <ul style="list-style-type: none"> Action Activité économique Administration Agent économique Aide sociale Amortissement Assistance Assurance sociale Autoconsommation Autofinancement 	<p>Circuit économique</p> <ul style="list-style-type: none"> Coefficient budgétaire Compétitivité Comptabilité nationale Concurrence Conjoncture Consommateur Consommation Consom. collective Consom. finale Consom. individuelle Consom. intermédiaire Cotisation sociale Crédit Crise Croissance CSG 	<p>Entreprise individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> Entreprise publique Entreprise sociétaire Epargne Etat Etat providence Euro Expansion Exportations Extérieur 	<p>Marché financier</p> <ul style="list-style-type: none"> Marché monétaire Marché noir Masse salariale Ménage Mondialisation Monnaie Monopole Moyens de production 	<p>Profit</p> <ul style="list-style-type: none"> Progrès technique Protection sociale
<p>B</p> <ul style="list-style-type: none"> Besoin Bien Bien de consom. finale Bien d'équipement Bien de production Budget Budget familial Budget de l'Etat Budget social 	<p>D</p> <ul style="list-style-type: none"> Déficit budgétaire Déflation Demande Dépression Déséquilibre Désinflation Développement Dividende 	<p>F</p> <ul style="list-style-type: none"> Facteurs de production Financement Firme multinationale Flux 	<p>O</p> <ul style="list-style-type: none"> Obligation Offre Oligopole 	<p>R</p> <ul style="list-style-type: none"> Récession Redistribution Reprise économique RMI Reste du monde Revenu Revenu disponible Revenu du capital Revenu du travail Revenus primaires Revenus sociaux
<p>C</p> <ul style="list-style-type: none"> Capital Capital financier Capital humain Capital social Capitalisme Capitalisation Capitalisation bours. Catégories socioprof. Charges sociales Chômage 	<p>E</p> <ul style="list-style-type: none"> Economie Economie de marché Economie souterraine Effort social de la nat. Emploi Engel (lois d') Entreprise 	<p>I</p> <ul style="list-style-type: none"> Importations Impôt Impôt direct Impôt indirect Impôt sur le revenu Impôt sur les sociétés Indice des prix Inflation Institution financière Intérêt Investissement Investis. productif Investis. improductif 	<p>P</p> <ul style="list-style-type: none"> Patrimoine PIB Politique agric.com. Politique budgétaire Polit. conjoncturelle Politique de l'emploi Polit. écon.et sociale Politique monétaire Politique des revenus Politique structurelle Population active Pouvoir d'achat Prélèvements obligat. Prestations sociales Prix Prix du marché Production Production marchande Production non march. Productivité 	<p>S</p> <ul style="list-style-type: none"> Salaire S.M.I.C. Secteur d'activité Secteur public Sécurité sociale Service Services collectifs
		<p>M</p> <ul style="list-style-type: none"> Marché Marché des changes Marché du travail 		<p>T</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage Transferts sociaux Travail
				<p>U</p> <ul style="list-style-type: none"> Union Écon.et Mon. Union européenne
				<p>V</p> <ul style="list-style-type: none"> Valeur ajoutée

Définitions



A

Action

Titre de propriété d'une partie du capital social d'une société anonyme. L'action donne droit à une partie des bénéfices appelée dividendes.

(voir : *Capital_social*).

Activité économique

Ensemble des actes que doivent accomplir les hommes pour satisfaire leurs besoins à partir de la production et de l'échange de biens et de services. Les trois fonctions principales économiques sont : la production, la consommation, la distribution des biens et services.

(voir : *Besoin, Production, Consommation*).

Administration

Agent économique assimilé souvent à l'État et dont la fonction économique principale est de rendre des services publics.

Mais on distingue généralement deux types d'administration :

- l'administration publique (les administrations centrales, les collectivités locales et la Sécurité sociale) dont les fonds publics permettent de fournir des services non marchands à la collectivité, et, d'autre part,

- les administrations privées (associations, syndicats, partis politiques) dont le fonctionnement assuré essentiellement par les cotisations, fournissent des services non marchands à leurs membres.

(voir : *Services collectifs, Production non marchande*).

Agent économique

Individu ou groupes d'individus qui ont des activités économiques (ils consomment, produisent, échangent, épargnent,...).

Parmi les agents économiques on distingue : les ménages, les entreprises, les administrations, les établissements bancaires et financiers et l'extérieur. Chaque agent a une fonction économique principale (Pour les ménages, la fonction principale est de consommer).

(voir : *Ménage, Entreprise, Administration, Institution financière, Extérieur*).

Aide sociale

Ensemble des mesures d'assistance assurées par l'État et les collectivités locales qui visent les individus dont les ressources sont insuffisantes.

Amortissement

Perte de valeur subie au cours d'une période donnée par un bien de production durable du fait de l'usure ou de l'obsolescence.

(voir : *Bien de production*).

Assistance

Synonyme d'aide. L'assistance sociale est un service d'aide matérielle et morale menée dans le cadre de l'action sociale.

Assurance sociale

Assurance qui prend en charge les principales garanties concernant la santé, l'emploi et la vieillesse en contrepartie du versement de cotisations sociales.

(voir : *Cotisation sociale*).

Auto-consommation

Consommation finale de biens ou de services par l'agent économique qui les a produits.

(voir : *Consommation finale*).

Autofinancement

Financement des dépenses d'investissements par prélèvement sur les ressources propres. Pour une entreprise : bénéfices, amortissements.

(voir : *Investissement*).

B

Besoin

État de quelqu'un qui ressent un manque qu'il cherche à faire disparaître par la consommation d'un bien ou d'un service.
(voir : *Consommation*).

Bien

Au sens économique du terme, on désigne par bien un produit matériel qui est le résultat d'un travail humain et qui permet la satisfaction d'un besoin.

(voir : *Besoin*).

Bien de consommation finale

Produit fini destiné à la satisfaction directe des besoins des ménages. Pour l'obtenir, il faut l'acheter en payant un prix.

(voir : *Consommation finale, Ménage*).

Bien d'équipement

Bien d'équipement professionnel : bien durable utilisé dans la production d'autres biens et services (machines, matériels, outillages, équipements,...) bien d'équipement des ménages : bien durable utilisé par les ménages pour leur consommation individuelle (mobilier, électroménager, automobile, ...).

(voir : *Investissement*).

Bien de production

Biens utilisés dans le processus de production (matières premières, énergie,...) et qui concourent à la réalisation des biens de consommation.

(voir : *Investissement, Consommation intermédiaire*).

Budget

État prévisionnel des dépenses et des recettes au cours d'une période donnée généralement l'année, pour une unité économique. L'horizon d'un budget familial peut être d'un mois, celui de l'État est, en principe, d'un an.

Budget familial

État prévisionnel des dépenses et ressources mensuelles, trimestrielles ou annuelles d'un ménage.

Budget de l'État

Il regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes publiques prévisionnelles de l'État sur une année. Les recettes publiques comprennent essentiellement la TVA, les impôts sur le revenu et sur les sociétés. Les dépenses publiques portent essentiellement sur l'Éducation Nationale, la Défense Nationale, la Justice, la Police.

(voir : *Impôt, Impôt direct, Impôt indirect*).

Budget social

Le budget social ou "Effort social de la nation" est le regroupement des ressources et emplois des principaux régimes sociaux. L'origine des ressources sociales est constituée essentiellement par les cotisations assises sur la masse salariale et versées par les employeurs et les salariés. Aux cotisations prédominantes, peuvent s'ajouter des subventions et aides venant de l'État. Les dépenses sociales sous forme de transferts sociaux s'effectuent dans les domaines de la santé, de la vieillesse, du chômage, de la famille, du logement.

(voir : *Cotisation sociale, Transferts sociaux*).

C

Capital

Au sens physique et technique : moyen de production produit par l'homme. On distingue le capital fixe comme l'ensemble des moyens de production durables (construction, équipement, matériel, machine,...) et le capital circulant à savoir les moyens de production qui sont transformés au cours d'un cycle de production (matières premières, énergie,...). Dans un sens plus commun, le capital est associé au patrimoine d'un ménage ou d'une entreprise.

(voir : *Investissement, Consommation intermédiaire*).

Capital financier

Valeur monétaire des titres représentatifs de la propriété des capitaux techniques d'une entreprise.

Capital humain

Pour désigner le stock des capacités humaines économiquement productives. Ce stock s'accroît par des investissements, dépenses d'éducation, de formation professionnelle, de santé. Mais il peut subir parallèlement une dépréciation au cours du temps en raison de l'usure physique et de la perte de savoir-faire.

Capital social

Valeur des apports en nature ou en numéraire mis à la disposition d'une société par les propriétaires ou les associés. Dans le cas des sociétés anonymes, le capital social est divisé en actions.

(voir : *Action*).

Capitalisme

Système économique caractérisé par la propriété privée des moyens de production, par le rôle du marché (on parle souvent d'économie de marché), où s'exerce une concurrence entre offreurs et demandeurs.

(voir : *Marché, Concurrence*).

Capitalisation

Système d'assurance dans lequel les primes ou cotisations perçues par l'assureur sont mises en réserve, les intérêts produits étant périodiquement capitalisés, la somme ainsi obtenue (capital + intérêts) n'étant disponible qu'à une date convenue par contrat avec l'assureur.

Technique utilisée en assurance sur la vie dans laquelle le capital garanti à l'échéance est directement lié aux versements effectués par l'assuré.

Capitalisation boursière

Valeur d'un titre ou d'un ensemble de titres (appelé portefeuille) telle qu'elle résulte de sa cotation à la bourse des valeurs.

Valeur d'une société cotée en bourse telle qu'elle résulte du cours de ses actions. (On multiplie le cours à une date donnée par le nombre d'actions qui composent le capital social).

(voir : *Action, Capital social*).

Catégories socioprofessionnelles (CSP)

Regroupements d'individus ayant le même statut socioprofessionnel selon des principes de classement élaborés par l'INSEE : " La définition a pour objet de classer l'ensemble de la population en un nombre restreint de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale".

Charges sociales

Ensemble des versements effectués par les employeurs pour alimenter la Sécurité sociale et divers organismes.

Chômage

Situation d'une personne active en arrêt involontaire et prolongé de travail, mais qui est effectivement à la recherche d'un emploi et en mesure de travailler.

(voir : *Travail, Emploi, Taux de chômage*).

Circuit économique

Représentation schématique simplifiée du fonctionnement d'une économie sous la forme de flux orientés (flux réels et flux

monétaires) reliant les agents économiques.
(voir : *Agent économique*).

Coefficient budgétaire

Rapport entre les dépenses pour un poste (ex. : alimentation, logement) et l'ensemble des dépenses de consommation au cours d'une période donnée. Les coefficients budgétaires servent de coefficient de pondération dans le calcul de l'indice des prix.
(voir : *Indice des prix*).

Compétitivité

Aptitude pour l'entreprise, un secteur d'activité ou l'ensemble des entreprises d'une économie à faire face à la concurrence. On peut atteindre la compétitivité par les prix, par la qualité, par le service après-vente, la flexibilité.
(voir : *Concurrence*).

Comptabilité nationale

La Comptabilité nationale ou compte de la Nation, est un système comptable macroéconomique qui donne une représentation quantitative simplifiée des interdépendances des flux liés à l'activité des différents agents économiques. Elle permet d'aider l'État dans ses choix de sa politique économique et sociale.
(voir : *Flux, Circuit économique, Agent économique*).

Concurrence

Confrontation sur un même marché entre les vendeurs ou entre les acheteurs d'un même produit. Le plus couramment on parle de la concurrence entre les vendeurs.

Le modèle de concurrence pure et parfaite est un modèle théorique de référence vers lequel il convient de tendre.

Cinq conditions doivent être réunies :

- l'atomicité (multitudes d'offreurs et de vendeurs),
- l'homogénéité du produit (produit identique ou similaire),
- la libre entrée sur le marché (aucun obstacle à l'entrée ou à la sortie du marché),
- la transparence (parfaite information des conditions du marché),
- la mobilité des facteurs de production (capital et travail).

(voir : *Marché*).

Conjoncture

Ensemble des éléments qui concourent simultanément à caractériser une situation économique à court terme. Les indicateurs utilisés sont le plus souvent, le niveau de l'emploi, l'indice des prix, la croissance, les salaires, l'investissement, le commerce extérieur.

Consommateur

Acteur économique qui utilise un bien ou un service pour satisfaire un besoin final.
(voir : *Besoin, Bien, Service*).

Consommation

La consommation entraîne la disparition plus ou moins rapide, par destruction, par transformation, par usure des biens et services utilisés en vue de produire (Consommation intermédiaire) ou de satisfaire directement un besoin (Consommation finale).

(voir : *Bien, Service, Consommation intermédiaire, Consommation finale*).

Consommation collective

Consommation par les ménages et les entreprises de services non marchands fournis par l'État, les Collectivités locales et la Sécurité sociale. Ces services publics sont financés par les prélèvements obligatoires. Exemples : l'enseignement, la santé, les crèches, les installations sportives, les espaces verts.

Consommation finale

Consommation des biens et services utilisés pour la satisfaction directe et presque immédiate des besoins individuels et collectifs des utilisateurs finaux que sont généralement les ménages. Ils sont en bout de chaîne, car ils sont les derniers à les utiliser.

(voir : *Besoin, Consommation, Ménage*).

Consommation individuelle

Achat de biens et services entièrement financés par le consommateur lui-même, sur la base de ses décisions individuelles, en

fonction de ses besoins et de son pouvoir d'achat.
(voir : *Pouvoir d'achat*).

Consommation intermédiaire

Ensemble des biens et services de consommation utilisés dans le processus de production par l'entreprise au cours d'une période. Exemples : matières premières, énergie, assurances, petites fournitures de bureau.
(voir : *Valeur ajoutée*).

Cotisation sociale

Versement à caractère obligatoire effectué au profit des organismes de Sécurité sociale ou de l'État au sens large, en contrepartie des droits à prestations sociales.
(voir : *Sécurité sociale*).

Crédit

Acte par lequel une banque ou un organisme financier effectue un prêt d'une somme d'argent à un agent économique (ménage, entreprise), en échange de la promesse d'un paiement différé et du montant des intérêts. Le crédit est un moyen essentiel de financement de l'économie. Il permet de consommer ou de produire immédiatement, selon qu'il s'agit d'un crédit de consommation ou d'un crédit d'équipement.
(voir : *Financement, Intérêt*).

Crise

Au sens courant : période relativement courte mais brutale et soudaine qui entraîne l'économie dans une période de dépression, de stagnation durable de la conjoncture économique suivie d'un effondrement de la croissance, de l'emploi, d'une hausse des prix.
(voir : *Dépression, Conjoncture*).

Croissance

Augmentation soutenue et durable de la production d'un pays. Elle ne s'analyse qu'en longue période et correspond au mouvement profond d'une économie après élimination des fluctuations saisonnières. L'indicateur le plus courant pour mesurer la croissance est le Produit Intérieur Brut. Quant au taux de croissance, il indique le pourcentage d'augmentation de la production d'un pays, sur une période donnée, généralement l'année.
(voir : *Production, PIB, Expansion, Développement*).

C.S.G.

Contribution sociale généralisée : impôt créé pour augmenter les ressources de la protection sociale face à la montée des dépenses.
(voir : *Impôt*).

D

Déficit budgétaire

Situation dans laquelle le solde du budget est en déséquilibre : les dépenses réalisées sont supérieures aux recettes prévues. Le déficit public tient compte également du solde des recettes et dépenses des Collectivités locales et de celui de la Sécurité sociale.
(voir : *Budget*).

Déflation

Diminution générale, durable et relativement forte des prix.
(voir : *Inflation, désinflation*).

Demande

Quantité d'un bien ou d'un service qu'un individu (demande individuelle) ou d'un ensemble d'individus (demande globale) d'un bien ou d'un service sur le marché, souhaite acheter, à un certain prix. La confrontation de la demande globale avec

l'offre globale d'un bien ou d'un service détermine le prix du marché.

La demande solvable est celle qui émane des agents économiques qui disposent des ressources financières suffisantes pour acheter les biens.

(voir : *Marché, Besoin*).

Dépression

Phase du cycle économique déclenchée par une crise économique, marquée par la tendance à la baisse de la production et des prix, et caractérisée par une augmentation du chômage.

(voir : *Crise, Expansion*).

Déséquilibre

Situation d'une économie où persiste un décalage entre l'offre et la demande globale qui peut entraîner des variations importantes du niveau des prix.

(voir : *Marché, Prix du marché*).

Désinflation

Diminution de la hausse des prix résultant d'une politique de déflation.

(voir : *Inflation, Déflation*).

Développement

Transformations démographiques, sociales, économiques et techniques de long terme qui accompagnent la croissance économique.

Ces modifications structurelles d'ordre démographique (baisse de la natalité, allongement de la durée de la vie,...), d'ordre économique (amélioration des infrastructures, industrialisation, hausse du niveau de vie), d'ordre social (progrès dans l'éducation, la santé, les conditions de travail, développement du temps libre ...) produisent des effets qui se mesurent à long terme.

(voir : *Croissance*).

Dividende

Part des bénéfices distribués aux actionnaires d'une société anonyme. Cette part est fonction des bénéfices réalisés mais aussi de la volonté des dirigeants et des actionnaires de réduire les bénéfices non distribués pour accroître la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

(voir : *Action*).

E

Economie

Science qui étudie la production, la consommation, la répartition et la circulation des richesses.

Dans un sens différent, mais plus courant, on parle de faire des économies, c'est-à-dire mettre de l'argent de côté en vue d'assurer une dépense future.

Economie de marché

On désigne par économie de marché, les systèmes économiques où les prix et les quantités produites dépendent pour l'essentiel de la confrontation des offres et des demandes. Le marché est au cœur du système. Il est l'élément régulateur et censé faire parvenir l'économie à son meilleur niveau. Dans un tel système l'État n'intervient pas, tant que le marché joue pleinement son rôle de régulateur.

(voir : *Capitalisme*).

Economie souterraine

Activité économique non déclarée aux institutions chargées du recouvrement de l'impôt et des cotisations sociales.

(voir : *Marché noir*).

Effort social de la nation

(voir : *Budget social*)

Emploi

Au sens le plus courant, avoir un emploi c'est exercer une activité rémunérée.

Au sens économique général, l'emploi désigne l'utilisation de la population active par l'économie nationale.

Si toute la population en âge de travailler exerce une activité rémunérée, on dit qu'il y a plein emploi. L'équilibre entre offre d'emploi et demande d'emploi est alors parfaite.

Le chômage résulte du déséquilibre permanent entre l'offre et la demande d'emploi ; cette dernière étant supérieure à l'offre d'emploi.

(voir : *Travail, Chômage*).

Engel (lois d')

Engel, économiste allemand, a observé que, plus le revenu d'un ménage s'élève, plus la part des dépenses alimentaires et d'habillement diminue, alors que, à l'inverse, la part des autres dépenses augmente (dont santé, communication, loisir).

(voir : *Revenu, Revenu disponible, Pouvoir d'achat, Coefficient budgétaire, Consommation finale*).

Entreprise

Cellule économique et sociale organisée, au sein de laquelle travaillent des hommes pour produire des biens et services destinés à la vente. Les moyens de productions de l'entreprise lui sont fournis par le travail, le capital, les ressources naturelles dont elle cherche à obtenir la meilleure combinaison possible, celle qui lui permet de produire au moindre coût, pour un résultat donné. On distingue les entreprises privées (individuelles et sociétaires) dont la finalité est la recherche du profit maximum et les entreprises publiques (SNCF, EDF-GDF) qui ont pour objectif principal de rendre le meilleur service public.

(voir : *Production, Entreprise individuelle, Entreprise sociétaire, Entreprise publique*).

Entreprise individuelle

Entreprise dirigée par une seule personne, qui en est le propriétaire. Elle travaille pour son propre compte, en toute indépendance, mais en assume aussi tous les risques. L'entreprise individuelle n'a pas d'existence juridique propre, en d'autres termes, le nom et le patrimoine de l'entreprise et de son propriétaire se confondent.

Entreprise publique

Entreprise sous la tutelle ou l'autorité de l'État ou d'une collectivité publique, qui assure généralement une mission de service public (EDF-GDF, SNCF, RATP, PTT). Ainsi pour la SNCF par exemple, il s'agit moins de faire des profits que d'assurer le meilleur service possible aux utilisateurs. Les entreprises publiques se distinguent des entreprises privées dont le capital est détenu par des personnes physiques (les particuliers) ou par des personnes morales privées (les sociétés). Ces dernières sont gérées de manière totalement indépendante et autonome.

Entreprise sociétaire

Entreprise formée par un contrat conclu entre plusieurs personnes (associés) qui mettent en commun leurs apports (en espèces, en nature) en vue de partager le bénéfice (ou de contribuer aux pertes). Les formes les plus connues d'entreprises sociétaires (on parle plus couramment de sociétés) sont la société anonyme (SA) et la société à responsabilité limitée (SARL).

Épargne

Partie du revenu disponible non consacrée à la consommation immédiate. Au sens courant, épargne signifie faire des économies, mettre en réserve. L'épargne peut être considérée comme une consommation différée. Les ménages peuvent avoir différents mobiles d'épargner : achat d'une maison, d'une voiture, d'un équipement ménager. Parfois des sacrifices sont nécessaires pour atteindre l'objectif.

(voir : *Revenu disponible*).

État

(voir : *Administration*).

État-providence

Intervention de l'État dans la vie économique et sociale qui s'est imposée après la grande crise de 1929 et au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Selon cette conception, l'État doit intervenir pour remédier aux crises du capitalisme qui engendrent des injustices et des inégalités sociales. L'État doit donc jouer un rôle actif dans la recherche d'une meilleure répartition des richesses dans le souci d'une plus grande justice sociale.

C'est Keynes, économiste britannique, qui a défendu la conception de l'intervention économique de l'Etat pour stimuler la

croissance de la production et réduire le chômage.
(voir : *Economie de marché, Capitalisme, Crise, Etat*).

Euro

Nouvelle monnaie européenne qui entrera définitivement en vigueur au 1er janvier 2002. Onze pays européens utiliseront cette nouvelle monnaie, et les monnaies nationales respectives disparaîtront.
(voir : *Union Economique et Monétaire, Union européenne*).

Expansion

Phase ascendante du cycle économique caractérisée par l'augmentation du volume de la production et de la demande consécutive à la reprise économique elle-même marquant la fin de la dépression.

Exportations

Ventes de marchandises à l'extérieur. Les exportations sont enregistrées dans la balance commerciale et ne comprennent que les marchandises.
(voir : *Importations*).

Extérieur

Agent économique appelé tantôt "Reste du monde". En Comptabilité Nationale il désigne les comptes où sont enregistrées toutes les opérations d'échanges économiques entre des entreprises résidentes et des entreprises non résidentes.
(voir : *Reste du monde*).

F

Facteurs de production

Moyens de production (travail, capital, matières premières) utilisés pour produire. Leur combinaison permet de réaliser la production optimale, celle au moindre coût.
(voir : *Travail, Capital*).

Financement

Méthode nécessaire à toute acquisition d'éléments actifs, dont elle permet le paiement. Divers modes de financement : dans le secteur privé (autofinancement, crédits bancaires, marché financier) et dans le secteur public (emprunts d'État, emprunts obligataires, avances de la banque de France, impôts).
(voir : *Investissement, Crédit, Marché financier*).

Firme multinationale

Firme possédant ou contrôlant des entreprises implantées dans plusieurs pays. La société mère à la tête du groupe d'entreprises filiales élabore la stratégie qui s'appuie sur les différences socio-économiques des pays d'implantation. Elle profite ainsi des matières premières et de la main d'œuvre bon marché utilisés sur place dans des pays en voie de développement. Elle vise le marché mondial pour s'accroître et limiter ses risques en déployant ses activités dans différentes régions du globe.

Flux

Mouvements de biens, de services, en contrepartie de mouvements monétaires qui rendent bien compte des échanges au sein de l'économie. L'analyse des flux peut s'effectuer au moyen du circuit économique.
(voir : *Circuit économique*).

I

Importations

Achats de marchandises en provenance de l'extérieur du pays. Les importations sont enregistrées dans la balance commerciale et ne comprennent que les marchandises.

(voir : *Exportations*).

Impôt

Versement obligatoire effectué par les ménages et les entreprises sans contrepartie directe, au profit de l'État et des collectivités locales. L'impôt sert à financer les dépenses publiques.

(voir : *Impôt direct, impôt indirect*).

Impôt direct

Les impôts directs sont payés directement par le contribuable. Il s'agit essentiellement de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur la fortune.

Impôt indirect

Les impôts indirects sont payés au moment des achats des biens et services par les clients, aux entreprises qui les reversent à l'État. Il s'agit principalement de la TVA (Taxe à la valeur ajoutée), taxe sur le tabac, l'alcool et l'essence, taxe sur les spectacles.

Impôt sur le revenu

Cet impôt est assis sur le revenu des ménages. Il s'applique aux salaires, aux bénéfices industriels et commerciaux des entreprises individuelles, aux revenus financiers, fonciers, aux pensions d'un foyer fiscal comprenant le chef de famille, le conjoint, les enfants à charge et poursuivant leurs études, et toute autre personne considérée à charge. C'est un impôt progressif, c'est-à-dire dont le taux augmente avec le revenu.

(voir : *Impôt, Revenu, Revenu disponible*).

Impôt sur les sociétés

C'est un impôt prélevé par l'État sur les bénéfices des sociétés.

(voir : *Impôt*).

Indice des prix

C'est un instrument qui sert à mesurer l'évolution des prix. L'indice des prix le plus connu est l'indice mensuel des prix à la consommation calculé et publié par l'INSEE.

On parle plus couramment de l'indice du coût de la vie. Cet indice sert de référence pour les agents économiques (entreprises, banques, ménages, ...) dans l'établissement de leur budget.

(voir : *Conjoncture*).

Inflation

Hausse générale, durable et cumulative des prix. On mesure l'inflation à partir de l'indice des prix au moyen du taux d'inflation.

(voir : *Déflation, désinflation*).

Institution financière

Agent économique composé par les banques, les établissements financiers, dont la fonction principale est d'effectuer des opérations financières (emprunts, prêts).

(voir : *Agent économique*).

Intérêt

Rémunération du capital prêté, versé par l'emprunteur au prêteur. Il se calcule en pourcentage de la valeur du capital, à partir d'un taux, appelé taux d'intérêt, qui détermine en quelque sorte le coût de l'argent.

(voir : *Crédit*).

Investissement

Opération par laquelle une entreprise achète des moyens de production en vue de son exploitation pour en tirer un revenu. L'investissement représente pour l'entreprise une dépense importante qui nécessite souvent des financements extérieurs.

Au sens de la comptabilité, l'investissement oblige les entreprises à pratiquer l'amortissement.

Au sens plus courant, l'investissement est synonyme de placement. (investir en achetant des titres à la Bourse).

On distingue : l'investissement de capacité qui est réalisé pour augmenter la capacité de production, l'investissement de productivité qui permet d'améliorer la productivité, et l'investissement de remplacement qui remplace les biens usés ou devenus obsolètes.

(voir : *Moyens de production, Capital, Amortissement*).

Investissement productif

Acquisition par l'entreprise de biens (matériels, constructions,...) pour produire des biens et services et en tirer des revenus, dont une partie servira à amortir l'achat.

Investissement improductif

Principalement les investissements de l'État et des collectivités publiques (Équipements collectifs, construction de logement,...).

M

Marché

Lieu de rencontre entre l'offre et la demande d'un bien ou d'un service qui aboutit à la formation d'un prix.

(voir : *Capitalisme, Prix du marché*).

Marché des changes

Marché sur lequel s'échangent les devises les unes contre les autres et se forment les taux de change. Ces devises sont nécessaires pour acquérir les produits étrangers. Ce lieu n'est pas toujours bien défini. C'est un réseau de bureaux de change, de banques du monde entier qui communiquent par téléphone, télex ou internet.

Marché du travail

Marché sur lequel se rencontrent offreurs et demandeurs de travail. La confrontation aboutit à la fixation d'un salaire pour chaque type et niveau d'emploi.

Attention à la terminologie : Les individus sont "demandeurs d'emplois", mais offreurs de travail car ils vendent leurs services sur le marché du travail. De même, les entreprises sont "offreurs d'emplois", mais demandeurs de travail.

Le marché du travail est structurellement en déséquilibre car la demande d'emploi est supérieure à l'offre d'emploi ce qui crée le chômage.

(voir : *Marché, Travail, Emploi, Salaire, Chômage*).

Marché financier

Au sens étroit, c'est le marché boursier, lieu d'échange des valeurs mobilières, principalement les actions et les obligations. De manière plus générale, c'est le marché de l'argent ou des capitaux à long terme.

(voir : *Marché, Action*).

Marché monétaire

Marché de l'argent à court et à moyen terme. Le loyer de l'argent (taux d'intérêt) est fixé tous les jours en fonction de l'offre et de la demande de monnaie.

(voir : *Monnaie*).

Marché noir

Marché parallèle sur lequel s'échangent, dans la clandestinité, des biens et des services dont les prix peuvent atteindre des

niveaux exorbitants. La loi réprime les ventes effectuées de cette manière car elles échappent totalement à la perception des taxes et des impôts.

Masse salariale

Ensemble des salaires et des cotisations sociales versés au cours d'une période (mois, année) par l'employeur.
(voir : *Salaire*).

Ménage

Ensemble des personnes qui vivent seules (célibataire, veuf, ...), ou en couple, avec ou sans enfants, sous un même toit, et qui partagent les mêmes revenus.

La fonction principale des ménages est la consommation et, éventuellement, la production dans le cadre d'une entreprise individuelle considérée comme appartenant aux ménages.

(voir : *Agent économique, Circuit économique, Consommation finale*).

Mondialisation

Mouvement d'ouverture des économies nationales aux échanges économiques internationaux, qui deviennent de plus en plus importants par rapport aux échanges nationaux.

A la mondialisation on associe souvent les termes de globalisation et d'internationalisation pour désigner le processus qui conduit les pays à mettre progressivement en place un marché unifié à l'échelle mondiale.

Monnaie

Actif liquide qui sert à l'évaluation et au règlement des échanges.

Les formes de la monnaie sont : la monnaie métallique ou monnaie divisionnaire, la monnaie fiduciaire (billets de banque) et la monnaie scripturale (écriture en compte bancaire ou postal).

La quantité de monnaie en circulation, à un moment donné, est appelée la masse monétaire. Elle varie selon les besoins de l'activité économique.

Monopole

Situation d'un marché sur lequel se présente un seul offreur (ou vendeur) face à un grand nombre de demandeurs (ou acheteurs).

(voir : *Marché, Oligopole*).

Moyens de production

Autre expression pour désigner les biens de production ou facteurs de production utilisés par l'entreprise pour pouvoir produire. Il s'agit des moyens matériels (équipements, matériels, machines, matières premières, etc....) et des moyens humains (salariés).

(voir : *Facteurs de production*).

O

Obligation

Valeur mobilière, titre de créance représentatif d'un emprunt contracté par un agent économique. La rémunération de l'obligation est l'intérêt déterminé au moment de l'émission (intérêt fixe ou intérêt variable).

Offre

Volume de biens ou de services mis à un moment donné, à la disposition du marché afin d'être vendus.

(voir : *Marché*).

Oligopole

Structure d'un marché dans lequel l'offre est réalisée par un petit nombre d'entreprises face à un grand nombre de

demandeurs.
(voir : *Marché, Monopole*).

P

Patrimoine

Ensemble des avoirs (biens, créances) d'un agent économique. La valeur nette du patrimoine est donnée par la différence entre les avoirs et les dettes que l'on peut évaluer en argent.

Le patrimoine d'un ménage évolue au cours du temps en fonction de l'épargne et des prix, de gain d'argent lié à des jeux ou à un héritage, ou encore à un fort endettement.

Le patrimoine d'une entreprise évolue avec le développement de l'activité, des bénéfices de celle-ci. Le patrimoine est à considérer comme un stock, alors que l'épargne est un flux.

(voir : *Revenu du capital*).

P.I.B.

Produit intérieur brut défini comme la somme des valeurs ajoutées réalisées par toutes les entreprises présentes sur le territoire national, quel que soit leur nationalité.

On distingue le PIB marchand évalué au prix du marché, et le PIB non marchand évalué au coût des facteurs.

(voir : *Croissance*).

Politique agricole commune

La PAC est la politique agricole commune au sein de l'Union européenne. Elle définit selon les produits, les prix, les revenus, les productions et le commerce agricole.

Son objectif est d'assurer la libre circulation des produits à l'intérieur de l'Union, des revenus stables aux agriculteurs européens, des prix raisonnables aux consommateurs et d'augmenter la productivité agricole.

(voir : *Union européenne*).

Politique budgétaire

Politique économique conduite au moyen du budget de l'État, avec la possibilité d'agir sur les recettes et les dépenses publiques en fonction des évolutions économiques, sociales, en les augmentant ou au contraire en les diminuant.

(voir : *Politique économique et sociale, Budget*).

Politique conjoncturelle

Politique économique à court terme qui vise à mettre en œuvre des actions en vue de la régulation de l'économie. Ces actions doivent entrer en vigueur rapidement et portent, entre autres, sur les prix, l'emploi, les salaires avec pour objectif un rétablissement des grands équilibres économiques (emploi, croissance, prix, commerce extérieur).

(voir : *Politique économique et sociale, Conjoncture*).

Politique de l'emploi

Politique cherchant à réduire le chômage par des actions visant à maintenir et à développer l'emploi.

(voir : *Politique économique et sociale*).

Politique économique et sociale

Action de l'État se traduisant par la définition d'objectifs économiques et sociaux et la mise en œuvre des moyens nécessaires pour les atteindre.

Politique monétaire

Politique consistant à mettre en œuvre des actions qui visent à agir sur le crédit et la création monétaire en vue d'assurer la régulation de l'économie à court et moyen terme.

Les autorités monétaires (Banque de France, Trésor Public) sont chargées de son application.

(voir : *Monnaie, Crédit*).

Politique des revenus

Politique de répartition, d'orientation et de redistribution des revenus en vue d'assurer un développement rapide et un meilleur équilibre afin d'éviter des hausses de prix et un dérapage des salaires néfastes pour l'économie.

(voir : *Revenu, Salaire*).

Politique structurelle

Politique visant à modifier en profondeur les règles de fonctionnement de l'économie, par des actions à long terme qui s'accompagnent de changements structurels pour atteindre des objectifs tels que le plein emploi, l'élévation du niveau de vie, l'amélioration du système de santé.

Population active

Ensemble des personnes exerçant effectivement une activité rémunérée ainsi que ceux qui, en âge de travailler et disponible, recherchent activement un travail rémunéré.

(voir : *Travail, Emploi, Taux de chômage*).

Pouvoir d'achat

Quantité de biens et services qu'un ménage peut acquérir à partir de son revenu disponible. Le pouvoir d'achat dépend non seulement du revenu mais également des prix (dont l'évolution est mesurée par l'indice des prix).

(voir : *Revenu, Revenu disponible, Prix, Indice des prix*).

Prélèvements obligatoires

Ensemble des sommes que les ménages et les entreprises doivent verser obligatoirement à l'État et aux organismes sociaux. Ils comprennent les prélèvements fiscaux (les impôts) et les prélèvements sociaux (les cotisations sociales).

(voir : *Impôt, Cotisation sociale*).

Prestations sociales

Les prestations sociales sont des versements effectués au profit des ménages, par les administrations, les organismes de Sécurité sociale.

Les prestations sociales peuvent être fournies en espèces et constituent des revenus sociaux (allocations familiales, allocations logement, allocations chômage, etc....) ou en nature (remboursement de frais médicaux).

Les prestations sociales visent à protéger les ménages contre les risques maladie, invalidité, vieillesse, chômage.

(voir : *Revenus sociaux*).

Prix

Valeur d'échange des biens et des services sur le marché.

(voir : *Marché, Prix du marché*).

Prix du marché

Prix d'équilibre qui est celui pour lequel l'offre est égale à la demande. A ce prix, les quantités offertes sont égales aux quantités demandées. Il permet de réaliser le maximum d'échanges sur le marché.

(voir : *Marché*).

Production

Activité de création d'un bien ou d'un service propre à satisfaire un besoin. La production est l'activité principale de l'entreprise.

La production nationale est l'ensemble des biens et des services marchands et non marchands produits par l'Économie nationale pendant une durée déterminée.

(voir : *Croissance, PIB, Productivité, Progrès technique*).

Production marchande

C'est la production de biens et services qui s'effectue sur un marché et qui est destinée à la vente.

(voir : *Production, Marché*).

Production non marchande

C'est la production de services publics gratuits réalisée par les administrations, offerts aux agents économiques hors marché.

(Éducation Nationale, Police, Santé, etc.).
(voir : *Production, Service*).

Productivité

Rapport entre, au numérateur, une quantité produite A, au dénominateur la quantité B des facteurs de production utilisée (travail+capital).

L'augmentation de la productivité du travail peut être obtenue par une modernisation des équipements, une nouvelle organisation du travail plus efficace, une évolution des qualifications des personnels par une meilleure formation.

Lorsque avec les mêmes moyens matériels et humains, à plus forte raison avec une réduction de ces mêmes moyens, l'entreprise obtient une augmentation des quantités produites, alors elle réalise des gains de productivité. Il en est toujours ainsi, dès lors que le rapport A/B augmente.

De manière plus générale, pour une Economie nationale, les gains de productivité s'obtiennent lorsque le volume de la production augmente plus vite que le volume des moyens mis en œuvre pour obtenir cette production.

La productivité mesure l'efficacité des facteurs de production (travail, capital).

(voir : *Facteurs de production, Production, Croissance*).

Profit

Excédent qui résulte de l'activité de l'entreprise, obtenu par différence entre les recettes et les coûts de production et de distribution de ses biens et services.

Progrès technique

Ensemble des innovations qui sont utilisées dans les entreprises et qui permettent de développer et de perfectionner les moyens de production, les méthodes de production, l'organisation du travail.

Le progrès technique est l'un des facteurs d'augmentation de la productivité.

(voir : *Productivité, Capital, Travail*).

Protection sociale

Elle est assurée principalement par la Sécurité sociale. Elle ne bénéficie, en principe, qu'à ceux qui ont cotisé dans les caisses de Sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier 2000, est entré en vigueur le principe de l'universalité des soins selon lequel plus personne ne doit être écartée de la protection sociale minimum, même ceux qui n'ont pas cotisé ou n'ont pas pu cotiser.

(voir : *Sécurité sociale*).

R

Récession

La récession est une période de baisse de l'activité économique sur une période relativement longue de plusieurs trimestres, voire années, et se déclenche avec la crise économique.

(voir : *Crise, Expansion, Dépression*).

Redistribution

La redistribution est l'ensemble des opérations de répartition des richesses produites réalisées par l'État.

Elle s'effectue soit sous forme de versements de prestations sociales, soit sous forme de revenus sociaux (incluant les prestations sociales auxquelles peuvent s'ajouter d'autres types de ressources telles que le RMI).

C'est grâce aux impôts et taxes collectés par l'État et aux cotisations sociales versées à la Sécurité sociale que cette répartition peut s'effectuer.

(voir : *Prestations sociales, Revenus sociaux, Impôt, Cotisation sociale*).

Reprise économique

Retour de l'économie à l'expansion après une phase de récession.

(voir : *Expansion, Récession, Crise*).

R.M.I.

Revenu minimum d'insertion. Il assure à une certaine partie de la population (chômeurs de longue durée, jeunes de plus de 25 ans sans emploi) un pouvoir d'achat minimum qui évite l'exclusion. Il est assorti de conditions de ressources et de réinsertion dans le milieu du travail de la part des bénéficiaires.

(voir : *Revenu, Revenus sociaux, Pouvoir d'achat*).

Reste du monde

Le reste du monde ou Extérieur, est un agent économique fictif constitué par tous les échanges économiques des résidents (ménages, entreprises, banques) avec les non résidents.

(voir : *Extérieur*).

Revenu

Dans un sens restreint, le revenu est l'ensemble des ressources régulières d'un ménage qui résulte soit d'une activité économique (revenu du travail), soit de la perception de prestations sociales (revenus sociaux). Les principales catégories de revenu sont le salaire, le profit, l'intérêt, la rente, les prestations familiales.

De manière plus générale, le revenu est un flux de ressources issu de la production et perçu par les agents économiques (entreprises, ménages, administrations, institutions financières).

(voir : *Ménage*).

Revenu disponible

Le revenu disponible est celui qui est effectivement à la disposition des ménages pour consommer et épargner. Il est obtenu à partir du revenu primaire duquel il faut retrancher les prélèvements obligatoires, à savoir les impôts et les cotisations sociales, et ajouter les revenus sociaux.

(voir : *Revenus primaires, Prélèvements obligatoires, Revenus sociaux*).

Revenu du capital

Revenus perçus par les ménages liés à la détention d'un capital (loyer, intérêt). On utilise également l'expression revenu du patrimoine.

(voir : *Capital, Patrimoine*).

Revenu du travail

Revenus perçus par les ménages en raison de l'exercice d'une activité économique rémunérée (salaires, indemnités, traitements, honoraires, etc.).

(voir : *Travail*).

Revenus primaires

Revenus perçus par les ménages comprenant les revenus du travail et les revenus du capital.

(voir : *Revenu, Ménage*).

Revenus sociaux

Revenus versés à des ménages qui ne sont pas la contrepartie d'un travail, mais liés à une situation sociale donnée telle que la maladie, l'accident de travail, le chômage, la retraite. Issus de la redistribution (on les appelle encore revenus de transferts), ils sont constitués par les prestations familiales, les allocations chômage, les retraites, le R.M.I.

S

Salaire

Rémunération versée au salarié par l'employeur en contrepartie de son travail.

(voir : *Revenu*).

SMIC

Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Rémunération en dessous de laquelle un salarié ne peut, en principe, être employé.

Le taux du SMIC, taux horaire, est fixé par la loi. Il évolue en fonction d'une part, de l'indice général des prix à la consommation lorsque ce dernier augmente de 2 % au moins, et d'autre part, en fonction de l'évolution générale des salaires. Il garantit de cette manière un pouvoir d'achat minimum au salarié.
(voir : *Revenu, Salaire, Croissance, Indice des prix, Pouvoir d'achat*).

Secteur d'activité

D'une part, selon la nature des activités économiques, on distingue trois secteurs : le secteur primaire (pêche, agriculture, industries extractives des matières du sous-sol), le secteur secondaire (industries de transformation, bâtiments et travaux publics), le secteur tertiaire (commerce, services, transports) ; d'autre part, selon les acteurs économiques qui les produisent, il est généralement retenu la classification en deux secteurs : le secteur privé (entreprises privées) et le secteur public (entreprises publiques et administrations publiques).

Secteur public

Ensemble des entreprises publiques et semi-publiques dans lesquelles l'État exerce une influence prépondérante. Font partie aussi du secteur public, les administrations publiques (L'État et les différents ministères, les organismes de Sécurité sociale), les administrations publiques régionales, départementales et communales (préfecture, mairie).

Sécurité sociale

Ensemble des administrations dont l'objet est le versement de prestations sociales à partir des cotisations sociales provenant des assurés sociaux. Les différentes caisses du régime général versent des prestations liées aux risques maladie, vieillesse, invalidité, chômage et les prestations familiales.
(voir : *Prestations sociales, Cotisation sociale*).

Service

Prestation en travail fournie à un agent économique en vue de satisfaire un besoin individuel ou collectif. Le service est dit marchand lorsque pour l'obtenir, il faut en payer le prix. Il est non marchand lorsque le service est public, d'intérêt général, et fourni gratuitement à la collectivité, ou pour une somme relativement modeste.

Services collectifs

Services rendus à titre gratuit par les administrations publiques et privées. Leur financement est assuré principalement par les impôts.

T

Taux de chômage

Rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.
(voir : *Population active*).

Transferts sociaux

Ensemble des prélèvements et des versements effectués par le système de protection sociale.
(voir : *Protection sociale*).

Travail

Ensemble des activités économiques, intellectuelles et manuelles, organisées et coordonnées par les hommes, en vue de produire des biens et des services. Plus simplement, activité rémunérée en vue de produire des biens et services répondant aux besoins des individus.
(voir : *Emploi, Facteurs de production, Productivité*).

U

[Union Économique et Monétaire \(UEM\)](#)

Créée par le traité de Maastricht entré en vigueur le 1er janvier 1993, l'UEM instaure le passage à la monnaie unique, l'Euro, élargit les compétences du Parlement européen et crée la citoyenneté européenne. Elle constitue une étape très importante dans la construction de l'Union européenne.

(voir : *Union européenne, Euro*).

[Union européenne](#)

Intégration des 25 pays européens en vue de créer une union économique, politique et monétaire au sein de laquelle circulent librement les marchandises, les capitaux et les hommes. Les principes de base sont affirmés dans le traité de Rome du 27 mars 1957 qui créa la Communauté économique européenne (CEE), alors formée de 6 pays (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

Depuis le 1er mai 2004, ce sont 25 pays qui forment cette Union européenne (6 pays fondateurs + Royaume-Uni, Irlande, Danemark (1973) + Grèce (1981) + Espagne, Portugal (1986) + Autriche, Finlande, Suède (1995) + Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Chypre et Malte (2004).

(voir : *Union Economique et Monétaire, Euro, Politique agricole commune*).

V

[Valeur ajoutée](#)

Richesse nouvelle créée par l'entreprise au cours de sa production. Elle se mesure par la différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires qu'a exigé cette production.

(voir : *Production, PIB, Consommation intermédiaire*).

Fin du lexique

Copyright © ecobacsms.com

Claude BECK, 2002. Tous droits réservés.

Le téléchargement de la page du lexique est autorisé sous réserve de mentionner son origine.

L'utilisateur reconnaît n'en avoir qu'un usage strictement personnel.